L'EDUCATION POPULAIRE AUTONOME:
UNE EDUCATION LEGITIME A FINANCER

MEMOIRE PRESENTE A LA
COMMISSION D'ETUDE SUR LA FORMATION DES ADULTES

Par le Comité de coordination
de l'Association des OVEP du
Québec

DECEMBRE 1980

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION	2
QUI SONT LES OVEP?	5
APERCU HISTORIQUE	14
UNE CONJONCTURE DIFFICILE	21
RECOMMANDATIONS	24
ANNEXE I - DEFINITION DE L'EDUCATION POPULAIRE AUTONOME	33
ANNEXE II - STRUCTURE DU MOUVEMENT DES OVEP	35
BIBLIOGRAPHIE	36

PRESENTATION

Huit ans après la présentation du mémoire de l'ICEA (Institut canadien d'éducation des adultes) sur le financement de l'éducation populaire autonome, trois ans après la rédaction du document sur le financement par les Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) nous ne constatons que de faibles retombées. Pourtant, nous nous remettons la tâche encore une fois, non sans un certain scepticisme quant aux résultats possibles. D'ailleurs, les coupures dans le budget alloué à l'éducation des adultes décrétées par le ministre Parizeau lors du dépôt de son budget supplémentaire en novembre ne sont pas de nature à raffermir notre faible confiance. C'est à se demander si la Commission d'étude sur la formation des adultes ne constitue pas un paravent derrière lequel le gouvernement se cache pour agir.

Malgré tout celà, nous demeurons convaincus de l'importance de faire le point sur notre lutte et, par la même occasion de faire savoir au Gouvernement où se situent les besoins prioritaires des OVEP. Nous n'avons pas l'intention de reprendre ici tous les aspects des mémoires de 1972* et de 1977** avec lesquels nous demeurons toujours en accord tant au niveau du contenu que des orientations. Cependant, il nous a semblé ici

* Voir la bibliographie à la fin du présent document

** Id.

plus important de dégager des principes, de suggérer des axes possibles afin qu'une intervention du Gouvernement dans le financement de l'éducation populaire autonome soit conforme aux désirs exprimés par les quelques 300 groupes reliés au Comité de coordination des OVEP du Québec.

Nous nous sentons hautement concernés par le mandat de la présente Commission et nous pensons qu'elle constitue un lieu privilégié pour se faire entendre. Si la Commission est l'expression d'une volonté réelle d'agir de la part du gouvernement, nous considérons qu'une future politique en éducation des adultes doit non seulement tenir compte de l'éducation populaire autonome mais lui accorder toute la place qui lui revient.

Quant à nous, l'expérience nous a appris à ne pas vivre d'illusions, encore moins d'attendre du gouvernement des solutions miracles.

Malgré leur situation financière extrêmement précaire, les organismes volontaires d'éducation populaire font preuve d'un dynamisme et d'un développement sans précédent. L'augmentation sensible du nombre de demandes de financement à la DGEA/MEQ et le développement des regroupements régionaux en sont des preuves. La crise actuelle, autant que le désir de plus en plus grand des gens à faibles revenus de se prendre en main, ne peut qu'accentuer ce mouvement.

Le présent document n'est pas une fin, il constitue cependant une étape importante dans la longue lutte que nous menons pour la reconnaissance

des méthodes, des lieux et organismes que la population - en particulier dans les couches défavorisées - s'est donnée. Souvent munies d'une faible formation, des milliers de personnes se sont prises en charge afin de s'entraider à comprendre et à contrôler un peu mieux leurs conditions de vie et/ou de travail et ce, à travers les OVEP. L'Etat doit reconnaître plus qu'en parole les acquis de ce vaste mouvement populaire et lui offrir sa part légitime de financement.

QUI SONT LES OVEP?

A Québec, des gens d'un quartier populaire commençaient à en avoir assez de la neige noire que l'incinérateur laissait tomber sur leur logement à l'année longue. Un citoyen décide d'envoyer une lettre au journal local, de nombreux résidents de ce quartier - travailleurs à faibles revenus, retraités, chômeurs, assistés sociaux... - se sont réunis autour du comité de citoyens pour discuter du problème. Ils se sont informés des normes et lois régissant l'incinérateur, des possibilités techniques de remédier à ce fléau, de la volonté politique de le faire, des coûts, etc... et ont informé les résidents. Cinq ans plus tard, suite à tout ce travail, suite aux pressions et aux luttes, les gens de ce quartier peuvent maintenant étendre leurs draps sur leur corde à linge sans craindre de les voir se noircir...

Dans une région de l'ouest du Québec, il n'existait aucune station de radio locale. Des gens commençaient à en avoir assez d'entendre uniquement les nouvelles d'ailleurs, de se faire réveiller avec le bulletin de circulation sur le pont Champlain retransmis par Radio-Canada... Ils se sont donc réunis, ont parlé, se sont interrogés sur les possibilités de se donner une information plus proche d'eux, de ce qu'ils sont, de ce qu'ils vivent. Un projet de radio communautaire a germé et s'est implanté au sein de divers comités régionaux. Maintenant, plusieurs groupes et individus de la région apprennent à se servir de ce nouveau poste pour

se former et s'informer afin de mieux saisir leur réalité régionale.

A Montréal, des travailleurs immigrés rencontraient mille difficultés de langue, de culture, de travail, en plus des difficultés matérielles sans voir de moyens de les surmonter. Sur l'initiative d'une des leurs, plus scolarisée, des cours de langue ont été mis sur pied pour leur permettre de mieux se débrouiller dans la société québécoise, de connaître les lois, de défendre leurs droits. Venant petit à petit à se connaître et à se faire connaître, il a mis sur pied des services répondant à des besoins culturels et de santé de ce groupe ethnique: clinique médicale et cours d'hygiène et de santé dans la langue d'origine, sessions d'alphabétisation en langue d'origine et en français, école du samedi pour transmettre aux enfants leur culture familiale, etc.

DES LIEUX D'APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE

Tous ces exemples, comme beaucoup d'autres que nous pourrions citer, démontrent éloquemment le rôle des OVEP aux quatre coins du Québec. Oeuvrant principalement dans les milieux populaires, ces organismes constituent un lieu de rencontre et de concertation unique pour de nombreux citoyens désireux de participer à la transformation de la société.

Bien sûr, la société que l'on veut transformer, c'est d'abord son entourage immédiat. C'est le parc au coin de la rue à conserver, c'est son

se former et s'informer afin de mieux saisir leur réalité régionale.

A Montréal, des travailleurs immigrés rencontraient mille difficultés de langue, de culture, de travail, en plus des difficultés matérielles sans voir de moyens de les surmonter. Sur l'initiative d'une des leurs, plus scolarisée, des cours de langue ont été mis sur pied pour leur permettre de mieux se débrouiller dans la société québécoise, de connaître les lois, de défendre leurs droits. Venant petit à petit à se connaître et à se faire connaître, il a mis sur pied des services répondant à des besoins culturels et de santé de ce groupe ethnique: clinique médicale et cours d'hygiène et de santé dans la langue d'origine, sessions d'alphabétisation en langue d'origine et en français, école du samedi pour transmettre aux enfants leur culture familiale, etc.

DES LIEUX D'APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE

Tous ces exemples, comme beaucoup d'autres que nous pourrions citer, démontrent éloquemment le rôle des OVEP aux quatre coins du Québec. Oeuvrant principalement dans les milieux populaires, ces organismes constituent un lieu de rencontre et de concertation unique pour de nombreux citoyens désireux de participer à la transformation de la société.

Bien sûr, la société que l'on veut transformer, c'est d'abord son entourage immédiat. C'est le parc au coin de la rue à conserver, c'est son

logement à acheter en coopérative, c'est la garderie à mettre sur pied, le journal de quartier à se donner, etc...

Dans tout cela, une constante: des gens qui travaillent ensemble. Des compétences diverses que l'on partage, des animateurs, des personnes ressources qui nous apportent les informations nécessaires pour mener à bien nos projets. NOS projets, car il s'agit de projets collectifs, de gens qui s'asseoient autour d'une table pour discuter des objectifs, des moyens à prendre pour les atteindre, qui se répartissent les tâches, les exécutent ensemble, font des bilans... Résultat: des gens ont appris à fonctionner ensemble, ils ont appris à réfléchir, et ce de façon critique, sur une réalité qu'ils voulaient ou qu'ils ont transformée. Plus encore, ces personnes vivant très loin du "pouvoir" ont créé un espace de pouvoir autonome. Ils ont pris possession du contrôle d'une partie de leur vie, d'une partie de leur environnement. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un cōntrôle exclusif et total, ils se sont quand même réappropriés des champs de décisions qui auparavant leur échappaient. Ils pourront désormais décider ensemble de l'aménagement de leurs logements, de la programmation et de la pédagogie de leurs garderies, de l'alimentation qu'ils se donneront, des produits que devraient vendre leurs comptoirs alimentaires, du type d'information qu'ils recevront de leurs médias communautaires, etc...

A travers les assemblées générales, les comités de travail, les exécutifs, dont ils ont apprivoisé le fonctionnement ils pourront confronter des

informations, des idées, coordonner des actions, mener des luttes tous ensemble et... en ressortir transformés. Démystifier cette grosse machine sociale oppressante qui les assomme sur leur écran de télévision et se rendre compte qu'eux aussi ont des idées, qu'ensemble ils peuvent agir, apprendre et transformer ce monde qui les entoure.

DES MOYENS POUR TRANSFORMER SON MILIEU

En caricaturant un peu, on pourrait comparer les OVEP à l'électricité. Présente partout, celle-ci nous rend un tas de petits services qu'on connaît bien mais dont on finit par oublier l'importance... jusqu'au moment où une panne survient. Vous êtes-vous déjà imaginé ce que serait notre société sans les organismes populaires? Quel est l'apport immense des milliers de personnes qui ont milité dans les milieux populaires?

- Qu'on pense aux quartiers populaires où des milliers de personnes ont, au sein de leurs coopératives, rénové leur logement en augmentant peu ou pas le coût du loyer;
- Qu'on pense à la centaine de garderies populaires que des parents se sont données;
- Qu'on pense aussi à la centaine de comptoirs alimentaires que des familles à faibles revenus ont mis sur pied afin de contrer l'effet

tragique de l'inflation sur la nourriture.

Mais plus encore,

- Qu'on pense aux assistés sociaux qui, ensemble, résistent aux nombreuses injustices et coupures des programmes d'aide sociale;
- Qu'on pense aux démolitions de maisons ou de quartiers qui furent empêchés, aux fermetures de villages évitées, en somme aux résidents qui, ensemble, ont refusé le déracinement de leurs familles;
- Enfin, qu'on pense aux luttes menées contre la pollution, aux loisirs offerts à bon marché aux gens à faibles revenus, à l'information ou au regroupement de chômeurs, de locataires, d'accidentés du travail, de retraités, etc..., partout on retrouve des gens qui se rassemblent pour agir et apprendre.

Un regard sur le Québec des dix dernières années, confirme l'immense apport de milliers de groupes dans divers secteurs: habitation, consommation, services de santé, services sociaux, communications. etc. Et que dire de tous ceux et celles dont la participation fut à la fois moteur de ces réalisations et, qui oserait en douter, source de formation.

DES LIEUX D'EDUCATION POPULAIRE

De nombreux organismes populaires, tout comme les centrales syndicales offrent aussi des cours de type formel qui s'adaptent aux besoins et souhaits de leurs membres. Cette formation s'insère le plus souvent dans le cadre d'une lutte à mener. Il s'agit en général de mieux cerner un problème, de rechercher les solutions les plus adéquates et les mieux adaptées aux personnes concernées.

Les compétences acquises par le milieu populaire et syndical ne font plus de doute. Les programmes d'alphabétisation dont le ministère de l'Éducation a vanté l'efficacité, les cours en consommation et économie préparés par des associations de consommateurs pour des commissions scolaires, des cliniques juridiques et de santé qui ont été récupérées par le gouvernement ou dont il s'est inspiré pour mettre sur pied ou transformer des programmes sociaux en sont des preuves irréfutables. Mais au milieu des quartiers populaires, dans les villages, il y a plus encore: des femmes apprennent ensemble à se réapproprier leur santé, leur corps; des assistés sociaux, des divorcé-e-s, de s chômeurs, s'efforcent ensemble, de se démêler dans les méandres des lois qui les concernent; d'autres à travers des médias ou des troupes de théâtre qu'ils ont mis sur pied animent le milieu, l'informent; d'autres encore s'intéressent à l'histoire de leur quartier, de leur région, réagissent face aux projets d'aménagement des autorités.

Du côté syndical, on retrouve aussi toute la formation qui permet à des

personnes souvent de faible scolarité de formuler et de défendre des griefs, de négocier une convention collective face à des experts sortis des universités, de l'interpréter, de l'expliquer aux membres de leur syndicat, etc. Sans parler des nombreuses sessions d'analyse de la conjoncture actuelle, de la crise, du rôle des syndicats, etc. et qui permettent à de nombreux syndiqués de comprendre un peu mieux le monde du travail et la société en général et d'agir avec discernement.

La formation des stagiaires de cégeps et d'universités à laquelle contribuent plusieurs groupes populaires et syndicaux témoigne elle aussi de cette compétence du mouvement populaire et syndical.

Si on peut parler d'une reconnaissance partielle de la compétence évidente des groupes populaires et syndicaux au niveau de l'enseignement formel, il faut souligner la non-reconnaissance d'un autre aspect de l'éducation populaire: la "formation-participation". Cet apprentissage de la démocratie, du travail en groupe, ainsi que tous les autres acquis plus difficilement mesurables mais facilement perceptibles qu'apporte l'implication dans un groupe d'éducation populaire autonome.

Il faut avoir travaillé en milieu populaire pour constater à quel point des personnes isolées, démunies, peuvent se transformer en militants actifs, capables de jouer un rôle positif au sein d'un groupe. Dans chaque région, on a vu de nombreuses personnes se découvrir à travers un groupe et contribuer par la suite à améliorer le sort des travailleurs, des assistés sociaux,

des chômeurs, des retraités,... de leur ville, de leur quartier ou de leur village. Et tout cela ne fut possible que pour une seule et unique raison: l'autonomie.

Les OVEP sont formés de gens d'un milieu donné et se définissent ou n'agissent qu'en accord avec lui. Les membres se reconnaissent à travers leur groupe, ils le contrôlent, l'orientent et agissent ainsi sur leur milieu dont ils connaissent mieux que personne les besoins. Le ministère de l'Education, en reconnaissant le rôle essentiel des OVEP, n'a toutefois pas vu (ou voulu voir) que cette capacité de répondre aux besoins de la population provient d'une caractéristique essentielle des OVEP: leur contrôle exclusif et continu par la population qui les a créés. A chaque fois que le Gouvernement ou tout autre bailleur de fonds impose des contraintes ou des priorités aux OVEP, ils doivent savoir qu'ils le font au détriment de cette dynamique fondamentale.

Les OVEP n'existent pas seulement ni d'abord pour donner des cours, ils n'entendent pas s'opposer au secteur scolaire, ils n'ambitionnent pas de faire mieux ce que d'autres font déjà. Pour eux, connaître et agir ont toujours été intimement liés; c'est pourquoi, alors que la majorité de leurs membres ont été et sont encore exclus des lieux traditionnels d'éducation, au cours des années ils se sont donnés des moyens propres d'éducation pour connaître les causes de leurs situations, pour élaborer les moyens collectifs de s'en sortir, pour faire connaître largement leurs

revendications: groupes d'études, assemblées d'information, médias communautaires, dossiers, conférences de presse, vidéos, films, etc. Vouloir leur faire jouer un autre rôle, ce serait les dénaturer, les vider de leur essence, conserver le contenant sans le contenu.

L'histoire démontre pourtant que malgré la mise sur pied d'un programme de financement, le ministère de l'Education du Québec n'a jamais donné pour autant aux OVEP les moyens ou la chance de jouer leur rôle. Au cours des dix ou douze dernières années, les relations entre les OVEP et la DGEA/MEQ ont été davantage marquées par les luttes des OVEP pour leur reconnaissance que par une volonté du Gouvernement de voir se développer le secteur de l'éducation populaire autonome.

APERCU HISTORIQUE

1967-1972 - L'INERTIE

Un programme de financement de l'éducation populaire hors-institution existe au ministère de l'Education depuis 1967; le MEQ était, à cette époque, le seul ministère à utiliser le terme "éducation populaire", bien que d'autres ministères ou agences gouvernementales finançaient également des activités éducatives du même type (ex. le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, le ministère des Affaires sociales, etc.).

Le programme de la Direction générale d'éducation permanente (DGEP) était cependant restrictif et ne s'adressait qu'aux organismes à juridiction provinciale et légalement reconnus. En outre, les normes et critères de financement étaient fort rigides (nombre d'heures, ou de participants déterminés, etc.) et aucun financement de l'organisme même n'était prévu. En 1969-70, seulement douze organismes se voyaient attribuer des fonds provenant de ce programme, pour des montants allant de \$5,088. à \$20,272. Absolument, les montants dépensés étaient passés de \$275,078. en 1968-69, à \$69,780. en 1970-71, malgré une augmentation évidente des activités dans ce domaine.

Devant l'impossibilité pour la majorité des groupes d'obtenir du financement de ce programme - le plus grand nombre étant locaux ou régionaux et aussi

devant l'incertitude des fonds, pour les groupes éligibles - la confusion et l'arbitraire total régnant quant à leur allocation, une série de groupes demandaient à l'Institut canadien d'éducation des adultes de rédiger un mémoire sur la question, comme premier pas pour résoudre leurs problèmes.

1972-1975 - LA GRANDE ILLUSION

A. LE MEMOIRE

Rédigé par un comité d'éducateurs populaires avec le support technique de l'Institut, le mémoire de l'ICEA étudiait la situation et faisait une série de recommandations à l'intention du ministère de l'Education:

- subventions statutaires de fonctionnement et de projets
- accessibilité généralisée au programme
- augmentation substantielle du budget
- création d'un Conseil des organismes volontaires d'éducation populaire pour aviser le ministère sur le programme.

Présenté au ministre Cloutier dès octobre 1972, le mémoire n'avait fait l'objet d'aucun avis de réception quand une conférence de presse tenue conjointement par l'ICEA, les syndicats et groupes populaires en avril 1973, annonçait la liste impressionnante d'appuis reçus et invitait le ministre à répondre aux recommandations qui lui avaient été faites.

Fait intéressant et fort significatif, à la toute veille de l'assemblée générale annuelle de l'Institut, le ministre acheminait une lettre à ce dernier signifiant son accord avec les principes du mémoire et déléguait ses fonctionnaires pour offrir des modifications temporaires pour le programme 1973-74 en attendant sa refonte plus substantielle. Celle-ci allait être effectuée en 1974, suite à une étude de 6 mois du groupes GETEP (Groupe d'étude sur l'éducation populaire) dont le rapport de 171 pages analysait le mémoire de l'Institut.

B. LE PROGRAMME DE 1974

Le Comité conjoint ICEA-groupes populaires qualifiait le programme de 1974-75 de "pas en avant en trébuchant". Il répondait à certaines de leurs revendications et surtout, il leur promettait un sort meilleur: en plus de rendre définitifs les changements apportés l'année précédente, il offrait une possibilité de présenter les projets à trois reprises pendant l'année, faisait passer le budget de \$350,000 à \$800,000 et remettait à un comité mixte avec représentation paritaire des organismes volontaires, la responsabilité de juger de l'admissibilité des projets présentés, sur la base des critères du programme. De plus, le programme était officialisé, ses critères et normes connus de tous. Toutefois, la DGEA "trébuchait" en n'accordant ni les subventions statutaires, ou de fonctionnement, ni le Conseil des organismes volontaires d'éducation populaire mis de l'avant dans le mémoire. Tout au plus y allait-elle timidement d'un comité d'étude des projets qui n'avait aucun rôle quant à la politique d'ensemble de financement.

S'il s'agissait d'un "pas en avant", il allait être de courte durée: dès le cycle de présentation des projets de décembre, les groupes qui avaient présenté des démarches allaient être avisés que leurs projets, bien qu'approuvés, ne seraient pas financés, les fonds ayant été épuisés. Début 1975, des OVEP de l'Estrie assiégeaient une conférence donnée par le directeur de la DGEA réclamant le versement de fonds qui, selon le programme, avaient dû leur parvenir en 1974; ils obtenaient leur chèque le lendemain même.

Le programme avait suscité beaucoup d'espoir, la déception allait amener une réaction vive. En février, les délégués des organismes rencontraient le sous-ministre pendant que les représentants d'une centaine d'entre eux attendaient les résultats dans la salle voisine. La pression était grande et l'effet a été direct: les projets de décembre allaient être financés et les chèques attendus depuis neuf mois parvenaient aux groupes dans les semaines suivantes - du moins, ceux qui n'avaient pas été distribués sur place, à Québec, par les fonctionnaires...

1975-1980 - LA MISE AU PAS

La situation de l'année précédente avait amené un nouveau militantisme des OVEP, traduit dans une nouvelle forme d'organisation de leur lutte, le Comité d'action, désormais indépendant de l'ICEA mais en lien avec lui (il comptait parmi ses membres un représentant de l'Institut qui, par ailleurs, continuait de servir de ressource technique). Mais elle a également amené

un raidissement considérable du ministère de l'Education. Les premiers avaient perdu la naïveté de croire qu'il s'agissait de montrer au ministre les difficultés que leur posait le financement pour que celui-ci corrige la situation. Le second s'était rendu compte du dynamisme de l'éducation populaire et de la force possible de la contestation dans ce secteur; il était par conséquent urgent de l'encadrer et de diffuser cette énergie contestataire.

Le ministère entreprendra une série de modifications annuelles au programme qui seront autant de reculs relativement aux revendications des OVEP. En particulier, la transformation du mandat du comité d'étude des projets pour le lier directement à l'attribution des montants en aurait fait l'administrateur délégué de la DGEA/MEQ; les OVEP, qui auraient composé le comité dans son entier (à l'exception d'un représentant de la DGEA sans droit de vote), ont catégoriquement refusé ce nouveau mandat, en insistant sur le fait que leur compétence spécifique portait sur l'éducation populaire et qu'ils n'acceptaient pas de mandat qui la dépasseraient, le nouveau comité d'étude des projets est désormais nommé exclusivement par le ministère et ne compte aucun représentant des OVEP.

La seconde modification de taille aura trait à l'ingérence du ministère dans le contenu de l'éducation populaire. L'exclusion, en 1976-77, de l'éducation syndicale a été une première mesure en ce sens. Et bien qu'un programme séparé ait rétabli, sur une base particulière, le financement de cette forme d'éducation populaire autonome, il n'en reste pas moins que le contenu du

programme est déjà marqué par l'ingérence: ainsi, par exemple, les fonds doivent servir à financer la formation de personnes-ressources, dans des domaines précis et les projets soumis par les syndicats sont approuvés ou rejetés par le ministère sans explication aucune.

Dans la même veine, l'exclusion, en 1975-76 des activités culturelles et de loisir venait établir une discrimination du MEQ/DGEA au niveau du contenu de l'éducation populaire; cette ingérence induite allait s'étendre à la population à laquelle elle doit s'adresser, c'est-à-dire ici encore, la formation de personnes-ressources. Mais surtout, elle ouvrait la porte aux priorités du programme 1980-81, soit l'alphabétisation, les femmes en milieux socio-économiquement faibles et l'éducation coopérative. Dans le contexte de pénurie de fonds disponibles, ces priorités auraient pu devenir facteur de division entre les groupes, mais leur pratique de lutte collective sur ce front est suffisamment solide pour qu'ils ne se soient pas laissés prendre au piège.

Pénurie de fonds, car si l'augmentation de l'enveloppe budgétaire avait été substantielle en 1974-75 (de \$350,000. à \$800,000., auxquels \$1 million avait été ajouté suite aux pressions des groupes), le prix en a été payé en 1975-76 quand le ministère a diminué l'enveloppe de ce million surajouté, laissant un montant disponible de \$600,000. seulement pour des besoins d'environ \$2.5 millions. Depuis, les taux des augmentations annuelles des budgets ont laissé loin derrière eux ceux des augmentations des demandes. Si en 1974-75, la totalité des projets ont été financés intégralement, le taux de 1978-79 était de moins du tiers et, pour cette année, il est de

moins du quart. Et encore, ne parlons-nous que des projets déclarés admissibles par la DGEA/MEQ.

Par ailleurs, échaudé par son expérience de 1974-75, alors que les OVEP étaient venus en force négocier à ses bureaux, et par celle d'août 1975, lorsque la DGEA, venue présenter son programme modifié avait été prise à partie par la centaine d'OVEP présents, le ministère a trouvé urgent de diriger vers d'autres cibles la colère que le programme même, son administration et les fonds trop restreints provoquaient. Ici, comme dans le cas du comité consultatif des organismes d'éducation populaire suggéré par le mémoire de l'ICEA et revendiqué par les organismes, le ministère reprend une demande des groupes populaires pour la dénaturer. Utilisant la revendication de décentralisation formulée dans le mémoire des OVEP de 1977, la DGEA/MEQ instaure sa propre formule de déconcentration administrative. De plus, faute d'avoir pu l'imposer à une région déjà organisée, il s'est tourné vers une région où il n'y avait pas de regroupement, ce qui lui a permis d'agir sans avoir à tenir compte des besoins et désirs de l'ensemble des groupes du milieu.

UNE CONJONCTURE DIFFICILE

Décidant pour on ne sait trop quelle raison d'arrêter sa déconcentration puis semblant vouloir la reprendre pour le printemps 1981, ajoutant des critères et des normes de plus en plus restrictives pour des fonds de plus en plus insuffisants par rapport aux besoins et imposant par surcroît des priorités, le ministère de l'Education s'est taillé un programme à la mesure de ses propres besoins tant politiques qu'administratifs. Plus adapté aux institutions publiques d'enseignement qu'aux organismes populaires, le programme, qui devait initialement être consacré à l'éducation populaire autonome est devenu un fourre-tout de l'éducation hors-institution considéré comme la béquille du système scolaire. Le programme doit servir à l'Etat à faire effectuer des tâches dont il a la responsabilité mais que ses propres institutions n'arrivent pas à effectuer elles-mêmes faute d'une adaptation réelle au milieu; les priorités de 1980-81 en sont la manifestation éclatante. C'est le cas particulièrement de l'alphabétisation ou des femmes en milieux défavorisés où le Gouvernement s'est rendu compte que les organismes populaires faisaient un travail plus efficace, mieux adapté que les commissions scolaires ou les CLSC.

En opérant un transfert de fonds vers des secteurs qu'il juge prioritaires - tout en augmentant très peu le budget global - le MEQ/DGEA met en danger la vie de nombreux groupes travaillant dans d'autres domaines qui sont à notre

avis tout aussi important. En répétant ce même jeu, on verra naître et disparaître de nombreux groupes chaque année en fonction de priorités originant d'on ne sait où.

On pourrait aussi parler des difficultés qu'entraînent ces problèmes de financement et des nombreuses énergies grugées au sein de chaque groupe pour la recherche des sommes nécessaires à assurer le fonctionnement. Sans compter qu'il est doublement difficile de stimuler la participation lorsqu'on ne sait pas si on aura les fonds pour mener à terme la formation entreprise. Des animateurs sous-payés, des moyens insuffisants faute du minimum de ressources financières, voilà le cadre dans lequel se développe l'éducation populaire autonome. Tout cela est le résultat d'une forme soutien qui ressemble plus à de l'assistance publique pour un type d'éducation que l'on juge pourtant essentielle. Les organismes populaires ne sont pour le Gouvernement que le secteur "cheap labour" de l'éducation que l'on tolère, qu'on utilise ou dont on coupe les budgets lorsque la conjoncture de crise ou de récession "l'exige".

Ainsi, pour le ministère de l'Education, il ne s'agit plus de financer une éducation populaire autonome, basée sur les besoins des milieux populaires tels que perçus par eux, mais bien de faire combler à cette éducation les lacunes du système scolaire, c'est-à-dire de la baser sur les besoins définis par l'Etat. Pour le ministère, l'éducation populaire autonome ne doit exister qu'à travers sa médiation. Et c'est ce à quoi le programme en est venu avec ses priorités. Cette contradiction n'est pas unique: le dis-

cours du ministère est, lui aussi, continuellement en contradiction avec sa pratique puisqu'il loue à qui mieux mieux (Enoncé de politique sur l'école en milieu défavorisé) cette force des organismes volontaires relativement aux besoins des milieux populaires alors que, dans la pratique, il la réprime.

De fait, il n'y a pas que le ministère de l'Education qui refuse cette autonomie: les autres programmes gouvernementaux de financement du secteur volontaire n'envisagent pas un rapport différent avec lui. Que ce soit au ministère des Affaires sociales, des loisirs, chasse et pêche, de l'Immigration, ou à l'Office de protection du consommateur, pour ne citer que ceux-là, la grande majorité des programmes exigent que les organismes financés servent les objectifs du ministère ou de l'agence gouvernementale, quand ils ne disent pas tout simplement, comme au MAS, qu'ils doivent s'intégrer aux services du ministère.

Le secteur volontaire populaire n'a pas droit de cité; il n'y a pas de financement étatique pour les organismes que les milieux populaires se donnent pour satisfaire leurs besoins tels qu'eux-mêmes les définissent. Il n'y a pas de reconnaissance officielle d'une éducation populaire qui échappe au bureaucratisme d'Etat, qui ne veut pas servir des fins autres que celles décidées par ceux avec qui elle est faite. L'Etat ne laisse aucune place, dans ses programmes, à une éducation qu'il ne contrôle pas.

Et c'est précisément sur cette pierre qu'acchoppe toute tentative de progrès dans les rapports DGEA-MEQ/OVEP. La perspective du ministère nie l'autonomie

de l'éducation populaire faite dans les OVEP alors que cette autonomie est son fondement, son essence même. L'organisation des OVEP en comité provincial et en tables régionales manifeste bien leur détermination à défendre le droit à l'éducation populaire de la population avec laquelle ils travaillent, et à défendre ce droit tant qualitativement - son autonomie - que quantitativement - les montants à lui attribuer. La multiplication phénoménale des OVEP et leur structuration croissante témoignent d'une santé et d'une vigueur qui en disent long sur la conscience qu'ils ont de leur rôle et des besoins des milieux populaires dans leurs secteurs d'intervention.

RECOMMANDATIONS

RECONNAISSANCE DU DROIT A L'EDUCATION POPULAIRE AUTONOME

Fondée sur les besoins réels et concrets de la majorité de la population, l'éducation populaire autonome est la formation que des individus se donnent collectivement pour agir sur leurs conditions de vie ou de travail dans le but de les transformer. A ce titre, elle correspond à un droit légitime de formation, d'éducation et doit être reconnue comme telle.

Une reconnaissance implique d'abord le respect de l'autonomie des OVEP, de leurs pratiques éducatives, l'octroi d'un financement adéquat et spécifique autant pour les OVEP que pour les regroupements qu'ils se sont donnés.

A. RECONNAISSANCE DES PRATIQUES EDUCATIVES

Le financement par l'Etat du secteur volontaire d'éducation populaire doit être exempt de toute forme d'ingérence autant dans le contenu que dans la forme que prend cette éducation. Il est aussi absolument essentiel que l'Etat respecte nos structures démocratiques qui donnent aux membres le contrôle exclusif de leurs organismes. Pour nous, c'est là le fondement même de l'éducation populaire autonome qui est d'abord et avant tout l'apprentissage de la démocratie.

Cette reconnaissance des pratiques éducatives doit se faire tant au niveau

du contenu, des moyens que des structures même que se donnent les gens pour en arriver à leurs fins.

- des structures autonomes

Nous nous sommes donné des façons de faire et des structures propres à assurer la participation de chacun. Il est inconcevable que sous prétexte d'un apport financier, le Gouvernement ou tout autre bailleur de fonds remette en question ce qui est notre fondement même. Reconnaître l'éducation populaire autonome, c'est reconnaître le contrôle exclusif des citoyens sur leurs organisations.

RECOMMANDATION :

1. Nous exigeons une reconnaissance de nos structures de fonctionnement et le respect de notre autonomie.
-

- un contenu déterminé par les membres

C'est le propre des groupes autonomes de déterminer eux-mêmes le contenu de la formation qu'ils désirent se donner et de décider sur quoi ils trouvent nécessaire de mettre l'accent. C'est pourquoi nous avons dénoncé les priorités imposées cette année aux OVEP par la DGEA/MEQ comme étant une ingérence inacceptable à l'intérieur des groupes. De plus, ces priorités ont un effet déstabilisateur sur les OVEP: certains groupes peuvent naître ou se développer à la faveur

de ces priorités pendant que d'autres sont gravement affectés puisqu'ils n'y a pas d'augmentation réelle du budget global. L'an prochain, les premiers qui ont connu une expansion momentanée se verront menacés par un déplacement de fonds vers d'autres secteurs qui seront nouvellement prioritaires.

RECOMMANDATION:

2. Nous exigeons que l'établissement de priorités dans les programmes de financement de la DGEA-MEQ concernant les OVEP soit réservé exclusivement aux organismes volontaires d'éducation populaire.

- des moyens bien à nous

Les critères et les normes des programmes offerts par les différents ministères ne sont pas appropriés à la réalité des OVEP mais plutôt au système d'éducation formel (service d'éducation des adultes). La reconnaissance réelle de l'éducation populaire autonome implique que doivent être reconnues toutes les formes d'éducation populaire autonome vécues dans nos organismes.

C'est à la population concernée, et uniquement à elle, qu'il revient de choisir la forme la plus appropriée de s'apporter des connaissances.

Nos organismes ont aussi à faire face à des formulaires complexes, qui demandent plus de renseignements qu'il n'en faut pour juger de la demande, en plus d'être accessibles qu'aux gens les plus scolarisés.

RECOMMANDATIONS:

3. Nous exigeons la reconnaissance réelle des moyens propres que se sont donnés les différents OVEP pour se former et agir.

 4. Nous exigeons la simplification des formulaires de demandes de subventions.
-

B. UN FINANCEMENT ADEQUAT ET SPECIFIQUE

Voilà deux conditions essentielles et indissociables, propres à assurer un développement continu du secteur autonome populaire. De plus, ces deux revendications, une fois satisfaites, permettraient aux groupes, de planifier leurs activités sur une période de plus d'un an. Ceci aurait pour effet d'accroître leur efficacité, de leur permettre d'effectuer un suivi et de donner une plus grande stabilité aux OVEP.

- adéquat

Pour le seul programme de la DGEA/MEQ de cette année, les demandes des groupes populaires dépassent 13 millions et le budget disponible n'est

que de 3.047 millions et ce pour 514 groupes subventionnés. Ce montant couvre moins de 25% des demandes des groupes avec comme on le sait des écarts importants. On peut facilement imaginer l'écart entre les prévisions d'activités et les réalisations qui sera dû uniquement à ce facteur. Par ailleurs, le montant de \$1.60 par membre (plus indexation depuis 3 ans) demandé par les centrales syndicales dans leur mémoire de 1978, est loin d'avoir été atteint. Pourtant, la démonstration a été clairement faite de la légitimité de l'éducation syndicale, de sa nécessité et de la part considérable de ressources qu'y affectent déjà les organisations de travailleurs.

La diminution constante du pourcentage du financement en provenance de la DGEA/MEQ fait que pour plusieurs groupes qui font uniquement ou principalement de l'éducation populaire autonome, la DGEA/MEQ devient une source de financement d'appoint.

Avec les milliards que l'Etat lui consacre, le ministère de l'Education devrait être à même de comprendre que les OVEP ne peuvent prêcher sur les collines. Il faut pour faire un travail efficace d'éducation avoir minimalement un local, un téléphone, un peu d'équipement de bureau et à tout le moins un animateur. Ce sont là des éléments essentiels qui permettront à la population intéressée de s'éduquer, de se former, d'agir. Un travail d'apprentissage ne se fait pas dans le vide et comme nous considérons que toute l'activité du groupe est éducative d'une façon ou de l'autre, nous réclamons un financement qui tienne compte de cette réalité.

RECOMMANDATIONS:

5. Nous exigeons que le budget consacré à l'éducation populaire autonome dans les OVEP soit basé sur les demandes de l'année précédente, indexé, et augmenté en fonction des besoins; et que le montant affecté à l'éducation syndicale autonome respecte les recommandations du mémoire des centrales (février 1978).

 6. Nous exigeons que l'infrastructure des OVEP (local, animateur, équipement de bureau, etc.), de même que les coûts inhérents à une programmation de base (en plus de la programmation spécifique) soient financés intégralement.
-

- spécifique

Le programme de financement de la DGEA est devenu une sorte de "melting pot" d'où toutes sortes de groupes peuvent espérer retirer quelque chose. Par conséquent, une partie de ce budget déjà insuffisant pour satisfaire les besoins des groupes faisant de l'éducation populaire - se trouve détournée vers d'autres types d'activités.

Nous réclamons donc un budget spécifique consacré exclusivement au financement des groupes faisant de l'éducation populaire autonome tel que défini par les OVEP (cf. annexe 1) ou aux activités d'éducation populaire de ces groupes ou d'autres groupes le tout en conformité

avec les orientations de la définition citée.

Nous pensons aussi qu'il est important d'offrir aux personnes qui désirent s'organiser afin de se donner des moyens d'apprentissage et d'action les ressources dont elles ont besoins pour démarrer.

RECOMMANDATION:

7. Nous exigeons que le budget de la DGLA-MEQ/OVLP consacre à l'éducation populaire autonome soit réservé exclusivement aux groupes dont la pratique en éducation populaire rencontre la définition faite par les OVEP en mars 1978.
-

C. RECONNAISSANCE AUX MOUVEMENTS DES OVEP

Avec les années les OVEP se sont regroupés régionalement et sur le plan provincial pour défendre leurs droits et intérêts. Dans cette perspective nous demandons que ces instances soient reconnues officiellement par le gouvernement du Québec comme interlocuteurs premiers auprès des instances gouvernementales et des différents ministères.

Nous demandons aussi d'obtenir les moyens nécessaires afin de jouer efficacement

notre rôle de représentants et de maître-d'oeuvre en éducation populaire. Ceci implique le financement adéquat de notre regroupement provincial ainsi que de chacune des tables régionales existantes ou en formation.

RECOMMANDATION:

8. Nous recommandons que soient reconnus les regroupements des OVEP, au plan régional et provincial et qu'ils reçoivent à ce titre les ressources matérielles et financières nécessaires à la mise sur pied de services de formation et de recherche en vue de mieux définir les problématiques régionales et provinciales en éducation populaire autonome.
-

D. SUPPORT DES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES

Les commissions scolaires, les cégeps et les universités possèdent de nombreuses ressources humaines; soit en animation, recherche, formation ou autres ainsi que des ressources matérielles: locaux, photocopie, matériel audio-visuel, etc. qui manquent souvent aux syndicats et groupes des milieux populaires. Certaines institutions offrent un accès plus ou moins grands à ces ressources, parfois de façon très conjoncturelle. Pourtant, il s'agit d'instruments fournis pour l'animation du milieu et dont plusieurs organismes auraient non seulement grand

besoin, mais aussi droit de faire usage.

RECOMMANDATION:

9. Nous recommandons que les services à la communauté offerts par les institutions d'enseignement soient mis prioritairement au service des organismes du milieu soit les OVEP et les syndicats et ce dans le respect de l'autonomie de ces groupes.
-

ANNEXE 1NOMEDEFINITION:

L'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen ou à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu.

FORMES:

L'éducation populaire autonome vise à développer toutes les possibilités de formation en dehors du système d'éducation.

En ce sens, toutes les formes d'éducation populaire vécues dans les organisations des milieux populaires doivent être reconnues. A titre d'exemple, citons les organes collectifs d'information, les productions collective de vidéo, les enquêtes et sondages, les théâtres populaires, les voyages de sensibilisation, les colloques, les conférences, etc.

CADRE:

L'éducation populaire autonome est le propre des OVEP.

DEFINITION D'UN OVEP:

Organisme volontaire et autonome, sans but lucratif contrôlé exclusivement par ses membres; ces organismes démocratiques réalisent des activités d'éducation populaire avec les citoyens touchés par une même situation vécue et/ou identifiée.

OBJECTIFS:

L'éducation populaire autonome doit développer une pédagogie de l'auto-détermination collective;

l'éducation populaire autonome favorise une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société;

l'éducation populaire autonome développe des capacités d'analyse critique, de choix d'action et d'évaluation;

l'éducation populaire autonome suscite une prise en charge collective de son milieu;

l'éducation populaire autonome est partie intégrante d'une action collective de transformation du milieu;

l'éducation populaire autonome vise principalement les citoyens et les milieux qui ne contrôlent pas ou peu leurs conditions de vie et de travail.

Ce texte a été adopté par l'assemblée générale des OVEP, le 17 mars 1978.

ANNEXE 11STRUCTURE DU MOUVEMENT DES OVEP

- Assemblée générale des OVEP du Québec (formée de tous les OVEP)

- Tables régionales ou tables rondes des OVEP (jusqu'à présent 4 tables existent: Outaouais, Estrie, Montréal, Québec - ce sont les assemblées des OVEP de ces régions -)

- Comité de coordination des OVEP du Québec composé de:
 - 4 élus par l'Assemblée générale
 - 2 représentants de chaque table régionale
 - 2 représentants de chaque région non encore organisée
 - 2 représentants des groupes nationaux et fédérations
 - 1 représentant des centrales syndicales (CEQ, CSN, UPA)
 - 1 représentant du conseil d'administration de l'ICEA.

BIBLIOGRAPHIE

1. Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), Le financement des organismes d'éducation populaire, Montréal, octobre 1972, 64 pages.
2. Mémoire sur le financement des organismes volontaires d'éducation populaire, présenté au ministre de l'Éducation du Québec par le Comité d'action des OVEP, mai 1977, 45 p.
3. Le financement de l'éducation syndicale autonome, mémoire présenté au ministre de l'Éducation du gouvernement du Québec, Monsieur Jacques-Yvan Morin, par la CEQ, la CSN, la FTQ et l'UPA, Montréal, le 8 février 1978, 28 p.
4. Dossier d'information OVEP, préparé par le Comité d'action des organismes volontaires d'éducation populaire, novembre 1978, 32 p.
5. Pour une école publique... au service de l'éducation populaire, ICEA, juin 1979, 41 p.
6. Pour une démocratisation de l'éducation des adultes, 10 éléments-clés, ICEA, octobre 1980.

L'éducation populaire autonome:

une éducation légitime, à financer

l'année d'aide aux
Son président, M.
Blanger, est d'avis
comme les OVEP
du sens
travail

qui les droit, le gouverne-
ment utilise les OVEP
comme légitime à bou-
à un scolar

Les OVEP victimes

mesures d'austérité

Les femmes craient à la né-
cessité de militer pour amé-
liorer leur condition, mais
doivent être appuyées
efforts.

donnance sur le con-
maternité? Est-ce re-
aux calendes grecques

L'AFPEAS s'im-
— Dans une lettre
ces jours derniers
le ministre Rober-
tson, l'AFPEAS dem-
mande un plus tôt
face à
Qué

L'éducation populaire en péril

de Danien d'admission
tion, les élèves de va-
sont terminés. Le gou-
vernement entend réduire
les dépenses de ce
secteur. L'Association on-
tarienne des affaires
sociales a été chargée de
déclarer le quart de

de l'enseignement primaire et se-
condaire se plaindront d'un manque à
gagner d'environ \$170 millions. Le par-
ti libéral du Québec évalué
à environ \$20 millions de
dépenses de programmes de
formation et de socie-
tés. Cette réduction de
financement des programmes
entraînera des coupures
dans les cours et
l'absence de

dépenses de
services
les r
\$20

Le Regroupement des organismes
volontaires d'éducation populaire
(ROVEP) élevait la voix il y a quel-
ques jours pour protester contre les
coupures effectuées

demment, leur action répond tou-
jours aux normes d'éducation popu-
laire des adultes. En agissant comme
il l'a fait cette année, le MEQA, à tou-
tes fins utiles, condamne bon
nombre d'organismes à l'inaction ou
à ne plus. Il leur a dit implicite-
ment que leurs activités de formation
sont devenues linéaires l'an
dernier. Cette année
il leur a dit que leur action est
devenue plus ou

tes, reçu moins que l'an dernier.
Le MEQA réplique qu'en 1977
les montants accordés pour l'édu-
cation populaire s'élevaient à \$170 millions.
L'augmentation de l'éducation popu-
laire ne sera pas substantielle. Pour
combler les besoins du programme d'aide
relatif au vieillissement, le gouverne-
ment a prévu de consacrer dans ses
budgets, en plus de ce qui a été alloué
l'an dernier, un montant de \$170 millions
pour l'éducation populaire. Le sous-
ministre de la Santé et des Services
sociaux a affirmé que les res-
sources ne seront pas réduites. Selon lui, ce
qui est en jeu est la santé et le bien-être
de la population. L'augmentation de
l'activité relative au vieillissement
vendra accroître les dépenses en
général.

Québec serre la vis aux organismes d'éducation populaire

Par ailleurs, les
gouvernements
priorités en édu-
cation estiment que
la nature même
des programmes
à qui

PRESENTATION DU MEMOIRE
LORS DES AUDIENCES DE LA
COMMISSION D'ETUDE SUR LA FORMATION DES ADULTES
18 FEVRIER 1981

Nous sommes le Comité de coordination des organismes volontaires d'éducation populaire. Notre association est formée d'organisations autonomes de citoyens (plus de 300) qui, à travers tout le Québec et dans différents secteurs des conditions de vie et de travail se donnent des outils d'éducation adaptés à leurs besoins et contrôlés par eux.

Les OVEP regroupent principalement des citoyens dont la situation sociale, économique ou culturelle les tient éloignés des lieux de savoir et des centres de décisions. Nous nous regroupons de plus en plus par régions afin de resserrer les liens d'un réseau éducatif autonome qui rejoint un nombre considérable d'adultes du Québec, au coeur même de leurs préoccupations et de leurs actions et avec des moyens adaptés à leurs besoins.

Le mémoire que nous présentons à la Commission d'étude sur la formation des adultes (Commission Jean) est un peu à l'image de ce que nous sommes: on n'y trouvera ni analyse savante, ni toute cette plomberie compliquée que les technocrates prennent plaisir à monter et démonter; il ne faut pas s'attendre à ce que nous proposons au gouvernement des mécanismes précis et détaillés: ce n'est pas à nous de faire son travail. Ce qu'on y trouve par contre, ce sont les éléments principaux que les OVEP considèrent comme indispensables à leur existence et à leur développement, éléments qui se basent sur plusieurs années d'activités dans les milieux populaires et de lutte pour assurer leur survie et leur autonomie:

- reconnaissance du droit à l'éducation populaire autonome, c'est-à-dire la reconnaissance de leurs pratiques éducatives, de leurs structures de fonctionnement et de leur autonomie;
- un financement adéquat et spécifique, basé sur les besoins exprimés et sans imposition de priorités gouvernementales;
- accessibilité aux ressources institutionnelles;
- reconnaissance du mouvement des OVEP et des structures de représentation qu'il s'est donné au plan régional et provincial.

Ce mémoire, nous l'avons élaboré dans les mêmes conditions que nous réalisons nos activités d'éducation, avec les moyens du bord, la participation de beaucoup d'énergie bénévole et le souci que le plus grand nombre le comprenne et s'y retrouve.

Si les porte-parole des OVEP sont souvent d'un niveau scolaire plus élevé que la majorité des citoyens qui sont membres des OVEP ou qui participent à leurs activités, ce n'est pas un hasard: la toile d'araignée complexe que la bureaucratie a tissée autour du financement du secteur volontaire populaire afin de cacher l'arbitraire de ses politiques est encotre trop serrée pour permettre à une majorité de nos membres d'en saisir tous les aspects.

Mais grâce au travail qui se fait dans nos groupes à la base, dans nos regroupements régionaux et au niveau provincial, il faut s'attendre à ce que, de la même façon que les citoyens à l'intérieur de leurs organisations populaires prennent en charge leurs outils d'éducation et s'en servent pour transformer leurs milieux, ils pourront affronter sans complexes et directement les responsables des politiques qui concernent l'avenir de leurs organisations.

Notre mémoire aborde principalement le financement de l'éducation populaire autonome par le ministère de l'Éducation (MEQ) et sa Direction générale de l'Éducation des adultes (DGEA). En effet, c'est autour de l'obtention de ce programme d'aide de la DGEA que c'est constituée notre Association, et c'est celui qui touche le plus d'organismes populaires (et aussi syndicaux), même si cela ne constitue qu'une part de nos ressources.

Mais nous pouvons, sans beaucoup nous tromper, appliquer la même description de nos problèmes et exiger les mêmes revendications des autres bailleurs de fonds gouvernementaux dont aucun ne s'est particulièrement distingué par sa générosité et sa reconnaissance du secteur volontaire populaire (ministère des Affaires sociales, Office de protection des consommateurs, ministère du Loisir, de la chasse et de la pêche, ministère des Affaires culturelles, ministère des Communications du Québec et ministère de l'Immigration). L'ingérence dans le contenu de nos activités, les tracasseries administratives, l'insuffisance des subventions et les coupures féroces dans les budgets sont très à la mode dans les officines gouvernementales.

"Qu'est-ce que vous allez faire à la Commission Jean?" s'est-on fait dire plus d'une fois, dans Tables régionales et dans les OVEP.

La question était pleinement justifiée: quand on voit les faibles retombées de nos précédentes interventions auprès du gouvernement, on s'explique le peu d'enthousiasme des OVEP à se soumettre encore une fois à ce genre d'exercice. D'autant plus que les modifications intervenues dans le programme d'aide destiné aux OVEP l'an passé (imposition des priorités gouvernementales), ainsi que les coupures annoncées dans le budget Parizeau pour l'éducation des adultes et particulièrement l'éducation populaire, sont là pour nous démontrer que le gouvernement ne se soucie guère du travail et des recommandations à venir de sa propre Commission d'Étude pour mettre en oeuvre une politique dont les

instruments principaux sont les ciseaux.

On nous parle de crise, de récession, de mesures nécessaires d'économie et d'austérité et conséquemment de coupures: et ce sont justement les plus touchés par cette crise, les travailleurs à faibles revenus, les personnes âgées, les assistés sociaux, les ménagères, les chômeurs, les locataires, les travailleurs domestiques, les immigrants et j'en passe, que le gouvernement veut ainsi priver des outils qu'ils se sont donnés pour améliorer leurs conditions de vie et de travail et défendre leurs droits.

Reculer sur le droit à l'éducation populaire autonome, c'est empêcher les citoyens de se former et de prendre en charge la transformation de leur milieu selon leurs intérêts: c'est là le principal message que nous voulons transmettre car ce qui est en jeu ces temps-ci, c'est l'existence même des OVEP. Si la Commission Jean ne veut pas rester un paravent derrière se cache le gouvernement pour agir, elle doit intervenir vigoureusement sur la question des coupures de budget.

Pour ce qui est des revendications de notre mémoire, elles ne sont pas nouvelles: cela fait des années que nous les avançons sans que le gouvernement en tienne compte sauf quand les pressions sont assez fortes pour le faire céder.

Nous sommes donc sceptiques sur les résultats de cette consultation. On ne nous a jamais fait de cadeaux: ce que nous avons obtenu l'a toujours été par la mobilisation et les pressions des citoyens et de leurs organisations.

C'est pourquoi nous allons continuer à nous adresser à la population afin qu'elle prenne conscience des menaces qui pèsent sur l'existence même des organismes qu'elle s'est donnée et qui sont des outils indispensables de son développement collectif.